



Fondation Lionel-Groulx

Centre de recherche Lionel-Groulx

Automne 2008

Bulletin semestriel

Numéro 4

Mot du directeur

Le conseil d'administration confie régulièrement à des comités, composés de quelques-uns de ses membres, des mandats spécifiques accompagnés de la responsabilité de lui présenter des rapports et des recommandations. C'est ainsi qu'en juin dernier, il a procédé à une réorganisation interne par la création de trois comités.

Le *Comité de planification*, présidé par monsieur Claude Béland, se penchera sur les missions de la Fondation et du Centre, ainsi que sur les objectifs établis et les stratégies retenues pour réaliser ces missions.

Le *Comité des finances et de la vérification*, présidé par monsieur Pierre Lamy, abordera toutes les questions concernant la gestion des ressources financières dont, entre autres, l'étude des prévisions budgétaires et l'analyse des états financiers.

Le *Comité de gouvernance et de mise en candidature*, présidé par monsieur Robert Parizeau, évaluera périodiquement le fonctionnement du conseil et proposera des moyens pour en améliorer l'efficacité; il recommandera aussi les nominations des nouveaux administrateurs pour combler les vacances à la suite des départs.

Il existe également un *Comité d'acquisition d'archives* qui relève du directeur général et fait l'objet d'une présentation détaillée à la page 3.

Philippe Bernard

« La réforme sonne le glas de l'enseignement de l'histoire au secondaire »

Tel est le titre du mémoire adopté par le conseil d'administration de la Fondation et transmis en juin dernier à madame Michelle Courchesne, ministre de l'Éducation, du Loisir et des Sports.

Le chanoine Groulx avait toujours accordé une grande importance à l'enseignement de l'histoire. Le mandat de la Fondation, dès sa création en 1956, comprenait la promotion de notre histoire nationale. Compte tenu de cette mission originale, la Fondation a tenu à « exprimer ses plus vives inquiétudes face à la réforme des programmes en histoire ».

Le mémoire rappelle que « si l'histoire façonne une identité, elle est avant tout agent de formation » et que l'importance de cette formation a été maintes fois soulignée depuis une dizaine d'années avec comme objectif d'accroître substantiellement sa place dans les programmes scolaires. Non seulement cet objectif est loin d'être atteint, mais la Fondation déplore que le terme *histoire* ait pratiquement été évacué au profit d'un salmigondis appelé *univers social*.

En secondaire 3 et 4, on retrouve certes le mot *histoire*, celle-ci étant toutefois liée à *éducation à la citoyenneté*, sans qu'on sache très bien de quelle histoire il s'agit et de quelle citoyenneté il est question. Dans son mémoire, la Fondation souligne que « la réforme discrédite l'histoire comme discipline



Photo : Gouvernement du Québec

autonome » et regrette que « le présent prenne une place démesurée » dans les nouveaux programmes. D'ailleurs, selon les concepteurs de ces programmes, il s'agit moins de transmettre des connaissances historiques que « d'amener l'élève à s'intéresser aux réalités sociales du présent ».

La Fondation manifeste aussi ses préoccupations au sujet du cours *monde contemporain* offert en secondaire 5. Ce cours, qui demeure pertinent, ne saurait remplacer un cours d'histoire du 20^e siècle. Sans préalables historiques, les élèves ne pourront sûrement pas comprendre la complexité des conflits contemporains et les enjeux politiques et économiques du monde dans lequel ils vivent.

En conclusion, la Fondation « en appelle à un moratoire sur l'implantation de ces nouveaux programmes » afin « de redonner à l'histoire toute sa place dans la formation scolaire ».

André P. Asselin, président de la Fondation et du Centre de 1996 à 2008

Avocat associé chez de Grandpré Chait et spécialisé en droit corporatif, monsieur André P. Asselin est devenu membre des conseils d'administration de la Fondation et du Centre en septembre 1993 alors que Gilles Mercure présidait aux destinées des deux organismes. Le successeur de ce dernier, Jean Éthier-Blais, étant décédé prématurément en décembre 1995, André P. Asselin a généreusement accepté d'assumer la relève au pied levé. Douze ans plus tard, il a décidé de se retirer et son départ a pris effet en juin dernier.

Pendant les années de sa présidence méritent d'être soulignés trois événements majeurs : l'adoption en 1999 par le conseil d'administration du rapport du Comité d'orientation qui a précisé les mandats de la Fondation et du Centre et leurs responsabilités respectives; le doublement du capital financier de la Fondation en 2000 grâce à une subvention extraordinaire versée par le gouvernement du Québec; la tenue

en 2003 d'un colloque scientifique intitulé *Un héritage controversé. Nouvelles lectures de Lionel Groulx* et dont les actes ont été publiés chez VLB éditeur.

Monsieur Asselin a souvent dit et parfois écrit qu'il s'estimait privilégié de présider un conseil dont les membres, issus tant du milieu des affaires que des domaines culturel et social, apportaient des compétences riches et variées. Nul doute que celles et ceux, une trentaine en tout, qui l'ont côtoyé durant cette période ont pour leur part apprécié son dévouement et sa grande disponibilité.

Cinq directeurs généraux ont eu le plaisir de travailler en étroite collaboration avec lui : monsieur Jean-Marc Léger, monsieur René Durocher, monsieur Robert Boily, madame Manon Bourgeois, et depuis 2005, monsieur Philippe Bernard.

Le 9 septembre dernier se tenait dans nos locaux une réception qui rendait

hommage à André P. Asselin et soulignait l'importance et la qualité de sa contribution aux activités de la Fondation et du Centre. Les administrateurs actuels et de nombreux anciens administrateurs qui avaient siégé à ses côtés étaient présents.



Photo : de Grandpré Chait

Claude Béland, nouveau président



Photo : Fédération des caisses Desjardins

Monsieur Claude Béland, avocat de formation, a consacré principalement sa carrière au coopératisme qu'il qualifie lui-même de « système économique et social ». Il a été très actif au sein du réseau des coopératives d'épargne et de crédit, et de 1987 à 2000, il a occupé le poste de président du Mouvement Desjardins qui connut sous sa direction une réorganisation et un développement considérables.

Son engagement social l'a amené à assumer de nombreuses responsabilités; il fut en particulier membre de la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec en 1991, président du Sommet sur l'économie et l'emploi en 1996,

président des États généraux sur la réforme des institutions démocratiques en 2002 et 2003.

Il est actuellement professeur associé à l'École des sciences de la gestion de l'Université du Québec à Montréal et président du Mouvement démocratie et citoyeneté.

Membre des conseils d'administration de la Fondation et du Centre depuis 2001, monsieur Claude Béland a accepté de présider les deux organismes. Il s'est fixé comme objectif d'établir pour les prochaines années un nouveau plan d'action qui, entre autres, mettra l'accent sur le traitement et la promotion de nos fonds d'archives, ainsi que sur l'acquisition de nouveaux fonds.

Archives de François-Albert Angers

Au printemps 1996, *Les cahiers d'histoire du Québec au XXe siècle*, publiés par le Centre, consacraient à F.-A. Angers un dossier intitulé *François-Albert Angers, l'économiste et le combattant*. Dans son texte de présentation, monsieur Jean-Marc Léger, alors directeur général de la Fondation et du Centre, écrivait : « *Peu de personnalités auront été mêlées aussi profondément que François-Albert Angers à la plupart des grands débats de la société québécoise depuis plus de soixante ans et peu auront au même degré influencé ses débats. L'évolution économique, politique, socio-culturelle du Québec porte sa marque.* »



Photo : fonds Rosaire Morin, CRLG

François-Albert Angers (Québec, 1909 - Montréal, 2003) était diplômé de l'École des hautes études commerciales de Montréal (1934) et de l'École libre des sciences politiques de Paris (1937). De retour à Montréal, il a été professeur aux HEC de 1938 à 1974 et directeur de *L'actualité économique*, publiée par l'École, de 1938 à 1948.

En marge de son enseignement, Angers a exercé diverses fonctions au sein de plusieurs organisations à caractère économique, coopératif et nationaliste. Entre autres, il fut conseiller économique de la Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels (1953-1956) et vice-président de la Société nationale de fiducie (1970-1980). Il a aussi été président de la Ligue d'action nationale (1955-1985) et directeur de *L'Action*

nationale (1959-1968). Son engagement dans la défense et la promotion de la langue française mérite d'être souligné; il fut président du Mouvement Québec français de 1972 à 1980.

En 1997, il a donné ses archives au Centre. Son fonds témoigne de ses activités professionnelles à titre d'économiste ainsi que de son engagement nationaliste dans plusieurs mouvements et associations. Principalement constitué de documents textuels (1,98 mètre), il est particulièrement riche d'une volumineuse correspondance échangée avec des personnalités des milieux politiques et nationalistes, notamment avec des historiens (Michel Brunet, Lionel Groulx), des journalistes (Gérard Filion, André Laurendeau), des économistes (Esdras Minville, Jacques Parizeau) et des politiciens (Louis Saint-Laurent, René Chalout).

On peut consulter le *Répertoire numérique du fonds François-Albert Angers* sur le site Internet du Centre sous la rubrique *Archives*.

L'acquisition de nouvelles archives : un processus permanent

Le Centre assure la préservation et la diffusion de soixante et onze fonds et collections d'archives dont l'ensemble possède une remarquable homogénéité thématique. Le corpus est axé d'une part sur l'œuvre et l'action du chanoine Groulx, et d'autre part sur les nationalismes canadien-français et québécois au 20^e siècle.

À son décès en 1967, Lionel Groulx laissait, outre ses archives personnelles d'une extraordinaire richesse, divers fonds qu'il avait acquis lui-même, tels les archives de Georges Pelletier (Rivière-du-Loup, 1882 - Montréal, 1947), journaliste et directeur du *Devoir*, et celles de Maxime Raymond

(Saint-Stanislas-de-Kostka, 1883 - Châteauguay, 1961), chef du Bloc populaire.

Par la suite, entre 1967 et 1989, la nièce du chanoine, Juliette Lalonde-Rémillard, qui fut aussi sa principale collaboratrice, a poursuivi le travail par l'acquisition des archives de plus d'une trentaine de personnalités publiques, de mouvements et d'organismes, dont celles du journaliste Gérard Filion (L'Isle-Verte, 1909 - Saint-Bruno-de-Montarville, 2005), celles de l'homme d'affaires Rosaire Morin (Saint-Honoré, Témiscouata, 1922 - Montréal, 1999) et celles du mouvement nationaliste Jeune-Canada (1932-



Photo : CRLG

... Voir ARCHIVES en page 4

ARCHIVES, suite de la page 3

1938). Depuis 1990, vingt-deux fonds et collections se sont ajoutés, parmi lesquels nous pouvons souligner les archives de l'essayiste et militant Raoul Roy (Beauceville, 1914 - Montréal, 1996), celles de la famille Olivar Asselin et celles de la Société nationale populaire du Québec (1965-ca1980).

Le Centre est l'un des trente services d'archives privées agréés par Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BANQ). L'un des critères de l'agrément est d'avoir une politique d'acquisition d'archives, accompagnée idéalement d'un plan d'acquisition pour les années à venir. Depuis 1993, le Centre est doté d'une *Politique d'acquisition d'archives privées* adoptée par son conseil d'administration.

Au printemps 2008 a été créé un comité d'acquisition d'archives dont le mandat est le développement des fonds et collections d'archives du Centre, en conformité avec cette politique. Il est composé de deux membres du conseil d'administration, mesdames Nicole Forget et Susan Mann, de deux universitaires, Yvan Lamonde (McGill) et Jacques Rouillard (Montréal), et d'un archiviste, François David (BANQ); le directeur général et l'archiviste principale, également membres du comité, en assurent le fonctionnement.

Dès leur première réunion, les membres du comité ont convenu de donner priorité à l'analyse des domaines de spécialisation définis dans la politique du Centre en matière d'acquisition et à l'élaboration d'une liste d'archives potentielles à acquérir qui pourra conduire à l'adoption d'un plan d'acquisition pour les prochaines années.

La croix des Chenaux

Le 24 juin 1934, les paroissiens de Vaudreuil assistaient à l'érection et à la bénédiction d'une croix de chemin dressée devant la maison d'Honorius Émond, demi-frère de Lionel Groulx; cette maison, sise au 150 chemin des Chenaux avait été acquise en 1869 par son père, Léon Groulx. La croix, haute d'environ dix-huit pieds, au centre d'un petit enclos en bois, arborait notamment des armoiries en hommage à Jacques Cartier.

Il revenait à l'abbé Groulx de prononcer le discours de circonstance qui prit la forme d'un vibrant plaidoyer en faveur de la langue française. Il rappela que c'était la troisième fois qu'on érigeait une croix devant la maison qui l'avait vu naître. Puis sa nièce Noëlla Émond, âgée de dix ans, récita *La croix du chemin*, fort probablement tirée de l'oeuvre d'Englebert Gallèze (pseudonyme de Lionel Léveillé) dont voici un extrait:

Premier baiser de mère au front
de notre enfance!

Symbole glorieux dont,
naguère, la France

Par la main de Cartier marqua
notre destin!

Bois plus profondément entré
dans notre sable

Que l'orme, le bouleau, le sapin
et l'érable,

Croix du chemin!

Cette croix ayant subi des ans
l'irréparable outrage n'existe plus.
Quatre résidents de Vaudreuil ont
décidé d'ériger une quatrième croix,



Photo : Journal L'Étoile

reproduction intégrale de celle disparue : il s'agit de messieurs Marc Castonguay, Yvon Felx, André Leroux et Robert Payant.

Les coûts de réalisation s'élèvent à 7000 \$ et le comité organisateur a procédé à une souscription pour en assurer le financement. Parmi les principaux commanditaires, on retrouve la MRC de Vaudreuil-Soulanges, la ville de Vaudreuil-Dorion et la Société Saint-Jean-Baptiste de Vaudreuil. Sollicitée par monsieur Robert Payant, la Fondation a accepté d'apporter une contribution de 500 \$ à ce projet patrimonial; une plaque mentionnant notre apport sera apposée sur la base du monument. Son élévation et sa bénédiction auront lieu le dimanche 28 septembre.



Fondation Lionel-Groulx
Centre de recherche Lionel-Groulx
261, av. Bloomfield, Outremont (Québec) H2V 3R6

Téléphone : 514-271-4759 Télécopieur : 514-271-6369
Courriel : crlg@cooptel.qc.ca
La liste des fonds d'archives est disponible sur Internet
à l'adresse suivante : <http://site.rdaq.qc.ca/crlg>
Dépôt légal : 3^e trimestre 2008, BANQ et BAC, ISSN 1913-3049